L'éveil vert de la société chinoise ?

Marie Schwoob

▶ **To cite this version:**

Marie Schwoob. L'éveil vert de la société chinoise ?. Écologie & politique : sciences, culture, société, 2013, 47, pp.27 - 37. 10.3917/ecopo.047.0027 . hal-03582882

HAL Id: hal-03582882

https://sciencespo.hal.science/hal-03582882

Submitted on 21 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'éveil vert de la société chinoise ?

Marie-Hélène Schwoob

Résumé – *Dans le contexte actuel de transition politique, la Chine cherche la voie à suivre pour la recomposition des relations entre l'État et la société civile. Cette évolution est rendue nécessaire par les mouvements de frontières des rôles joués par les différents acteurs, en particulier dans le secteur de l'environnement : des enceintes confinées d'activisme environnemental encouragées et contrôlées par le gouvernement depuis les années 1990, la société civile est aujourd'hui passée à un modèle d'expression plus indépendante, comme en a été témoin l'actualité médiatique de ces deux dernières années. Cependant, et ce même après la chute de Bo Xilai – qui pouvait laisser supposer une « victoire » des politiques libérales de la province du Guangdong –, les débats qui opposent la montée des revendications réformatrices aux relents de conservatisme sont toujours vifs.*

Mots clés – *Chine, société civile, ONG environnementales.*

Abstract – *China's current political transition raises questions about which path should the new leadership take in the process of reshaping relationships between the State and society. This evolution is made necessary by the moving frontiers of roles played by stakeholders, particularly in the field of environmental protection: from limited circles of environmental activism, encouraged as well as controlled by the government since the 1990s, the civil society is today moving towards more independent ways of demonstrating its environmental awareness, as recent events have shown. However, even after the fall of Bo Xilai—which led people to believe in a "victory" of the Guangdong's liberalist model—vigorous debates opposing claims for reform and resilient conservatism are still taking place in China.*

Keywords – *China, civil society, environmental NGOs.*

En Chine, l'année 2011 aura été marquée par l'intensification des polémiques portant sur les relations entre l'État et la société civile et sur les questions de transition du modèle politique intérieur. Des débats particulièrement vifs ont opposé la montée des revendications réformatrices aux relents de conservatisme. À l'image de ces tensions, la compétition entre les modèles de la ville de Chongqing et de la province du Guangdong, reprise dans les cercles intellectuels et médiatiques jusqu'à la précipitation de la chute de Bo Xilai au début de l'année 2012, a fortement contribué à alimenter la vigueur des discussions. L'opposition, d'ordre idéologique (le modèle de Chongqing, qui prônait la restauration d'une culture politique maoïste autour de traditions socialistes et populistes « à l'ancienne », s'opposait à la province du Guangdong, faisant de son côté figure de contre-offensive libérale défendant notamment la progression de l'autonomie civile et juridique), est aussi marquée par une compétition entre deux modèles de développement économique.

Chongqing s'est attachée à défendre le rôle d'un État-parti puissant et interventionniste, capable à la fois de mener une lutte active contre les mafias locales (accusées de confisquer les bénéfices de la croissance à la population locale), de conduire des politiques sociales d'ampleur et de s'impliquer dans les

secteurs de l'économie, dans le but d'abaisser les coûts, d'améliorer la compétitivité des entreprises locales et ainsi leur intégration dans l'économie mondiale. Depuis la fin de l'année 2007, les politiques économiques et conservatrices de Chongqing ont permis à la municipalité d'atteindre des taux de croissance avoisinant les 15 % par an, attirant l'attention des médias, des milieux académiques et des dirigeants politiques du gouvernement central.

La province du Guangdong, de son côté, a choisi de s'orienter vers une stratégie de réforme structurelle des relations entre la société, les entreprises et l'État. L'objectif de la politique de réforme est double : il s'agit, d'une part, de donner plus de pouvoir aux entreprises, afin que celles-ci contribuent efficacement au développement économique local et s'intègrent dans l'économie mondiale par la montée en gamme grâce au libre fonctionnement de l'économie de marché ; il s'agit, d'autre part, d'élargir l'autonomie de la société civile, dans le but d'encourager le rôle des organisations actives dans les domaines des questions sociales ou de la protection environnementale. La construction d'un État de droit, le renforcement de la société civile et le libre fonctionnement du marché doivent permettre d'aboutir à un fonctionnement harmonieux des différents acteurs sous le leadership du Parti communiste.

Les deux modèles s'opposent enfin par les figures qui les ont portés : Wang Yang et Bo Xilai qui, en 2011, étaient tous les deux candidats pour intégrer le comité permanent du bureau politique du Parti communiste chinois, la plus haute instance de direction de la République populaire de Chine.

La chute impressionnante de Bo Xilai, début 2012[1], a mis fin aux débats sur l'opposition entre les deux modèles et a semblé assurer la victoire définitive du modèle libéral du Guangdong. Face à cette apparente « victoire » de la politique libérale menée par la province, il paraît ainsi naturel de se poser la question de savoir ce que cet événement signifie pour la société civile chinoise : est-elle en train de suivre le modèle de développement qu'ont connu les sociétés démocratiques occidentales ? La société civile, en particulier, pourra-t-elle acquérir suffisamment de poids pour constituer un réel contre-pouvoir capable de contrebalancer les effets dévastateurs de la politique de développement accéléré sur l'environnement ?

Des ONG environnementales comme organismes de soutien à l'action des gouvernements locaux

Les résultats spectaculaires que la Chine a connus à la suite des politiques de développement économique accéléré mises en œuvre à partir de 1978 ont eu des contreparties dramatiques sur l'environnement. Les problèmes de

1. Début 2012, la demande d'asile à un consulat des États-Unis de Wang Lijun, chef de la police locale, révèle l'implication de l'épouse de Bo Xilai, Gu Kailai, dans le meurtre d'un citoyen britannique, Neil Heywood. Cet événement constitue l'amorce de la chute du chef du Parti communiste de Chongqing, qui, après avoir été accusé d'avoir mis sur écoute des hauts dirigeants (dont Hu Jintao), est démis de ses fonctions en mars 2012, puis exclu du comité central du Parti en avril.

pollution de l'air et de l'eau, en particulier, soulèvent de vives inquiétudes. Le modèle de croissance économique, fortement consommateur d'énergie, et la structure du mix énergétique chinois (80 % de l'énergie primaire sont produits à partir de charbon) ont provoqué l'augmentation rapide des émissions de gaz carbonique (CO_2) et de dioxyde de soufre (SO_2). Les grandes villes chinoises, dans lesquelles les maladies respiratoires sont devenues l'une des principales causes de mortalité, se placent régulièrement en tête du classement des villes les plus polluées au monde[2]. Le poids économique de la mortalité prématurée associée à la pollution atmosphérique était déjà estimé entre 1,16 % et 3,6 % du PIB en 2007[3]. Les problèmes de pollution de l'eau sont également très sérieux : le tiers des sept principaux fleuves chinois sont complètement inutilisables, y compris par les secteurs industriels ou agricoles. La pollution des ressources hydriques aggrave le contexte de raréfaction de l'eau (particulièrement dans les régions du nord et de l'ouest) provoqué par les déboisements et les détournements de cours d'eau, l'exploitation excessive des nappes phréatiques ou encore les conséquences du changement climatique.

Face à l'aggravation du contexte environnemental, qui menace très sérieusement les perspectives de développement du pays (santé des populations, sécurité alimentaire, stabilité sociale…), ces dernières années ont connu une véritable intensification des politiques de protection de l'environnement. La fermeture des centrales thermiques obsolètes, la mise en place de nouveaux standards d'efficacité énergétique pour la construction urbaine, le programme d'amélioration de l'efficacité énergétique des mille entreprises les plus polluantes ou encore les mesures économiques de responsabilisation des entreprises vis-à-vis des normes environnementales ne constituent qu'une partie des mesures prises par le gouvernement central au cours de la seconde moitié de la décennie 2000 pour tenter d'enrayer les effets négatifs du développement économique sur l'environnement. Mais les instances dirigeantes de Pékin ne sont pas la seule entité de décision politique. La mise en œuvre de la quasi-totalité des politiques environnementales décidées au niveau central se voit en effet prise en charge par les gouvernements locaux. Si ces derniers sont évalués, depuis 2009, sur des critères de performance environnementale, ils le sont également sur des critères de croissance économique, qui restent prioritaires, l'arbitrage s'effectuant généralement au détriment des objectifs de protection de l'environnement.

Dans le milieu des années 1990, l'inefficacité des mesures prises par le gouvernement central pour lutter contre la dégradation massive de l'environnement, bloquées par des institutions gouvernementales locales partagées entre les objectifs économiques et les objectifs environnementaux, a encouragé les

2. Sur les 10 villes les plus polluées au monde, 5 sont chinoises (E. C. Economy, « Environmental Governance. The Emerging Economic Dimension », *Environmental Politics*, vol. 15, n° 2, 2006, p. 171-189).

3. The World Bank, *Cost of Pollution in China. Economic Estimates of Physical Damages*, The World Bank, Washington, 2007, <go.worldbank.org/FFCJVBTP40>.

dirigeants politiques à accorder un espace de plus en plus large au développement des formes d'organisation de la société civile s'attachant à la résolution des problèmes environnementaux. Contrairement aux formes d'organisations sociales centrées sur les problématiques religieuses, ethniques ou politiques, les associations de protection de l'environnement étaient alors considérées comme moins susceptibles de menacer le pouvoir politique. Le caractère apolitique des associations environnementales est difficile à généraliser à l'ensemble de ces formes d'organisation, les espaces de société civile constituant généralement un lieu privilégié de l'expression de revendications de nature plus ou moins politique. Néanmoins, des auteurs comme Peter Ho – bien que ce dernier concède l'impossibilité d'une éradication totale de l'aspect politique du mouvement – évoquent à ce sujet la « dépolitisation de la politique environnementale » des organisations environnementales chinoises par l'imposition d'une autocensure. La nature non confrontationnelle des activités conduites par les ONG, plus que la nature apolitique de celles-ci, est peut-être plus apte à justifier la marge de manœuvre laissée aux organisations par le gouvernement chinois. Inexistantes avant 1994[4], les organisations de protection de l'environnement étaient déjà plusieurs milliers au milieu des années 2000. Au-delà d'une simple attitude de tolérance, le gouvernement a fait preuve d'un comportement d'encouragement du développement de ces organisations, favorisé par l'impression de complémentarité de l'activité de celles-ci face à l'impuissance ou au manque d'intérêt de celui-là pour les problèmes environnementaux. Les organisations environnementales, poussées par un gouvernement qui renforce ainsi sa légitimité auprès de l'opinion publique, ont cherché de leur côté à se constituer en organismes consultatifs et en partenaires de la mise en œuvre des politiques, faisant ainsi office d'institutions de prolongement des services publics.

Des règles strictes encadrent cependant la création et l'activité des ONG. Le parrainage par une institution qui se portera garante pour elle est nécessaire pour l'enregistrement d'une association. Par ailleurs, le développement de branches organisationnelles et de réseaux régionaux est contraint par des clauses stipulant l'interdiction pour une ONG de mener une activité déjà conduite par une autre association dans la même aire administrative, officiellement dans le but d'améliorer l'efficacité et d'éliminer la compétition non productive. Enfin, des systèmes tels que celui de la double responsabilité pour la supervision et le management des organisations civiles affectent le rôle des organisations, leurs ressources financières, leur accès aux compétences et à la connaissance, et leur capacité à gagner la confiance de la société. L'ensemble de ces mécanismes institutionnels permet aux gouvernements locaux de conserver leur liberté d'action récemment acquise[5].

---

4. Année d'enregistrement de Friends of Nature comme première organisation de protection de l'environnement.

5. Y. Lu, « NGOs in China. Development Dynamics and Challenges », *in* Z. Yongnian et J. Fewsmith (dir.), *China's Opening Society*, Routledge, Londres, 2008, p. 89-105.

Des liens économiques et humains[6] entre ONG et gouvernement créent un rapprochement qui restreint encore l'autonomie des organisations. Loin de ressembler aux ONG telles qu'elles sont généralement comprises dans les sociétés occidentales, les ONG environnementales chinoises forment plutôt un réseau de conseil et d'appui aux politiques environnementales gouvernementales. Elles sont instrumentalisées par le gouvernement dans le but de porter un poids financier et humain dont celui-ci, contraint par la nouvelle complexité des problématiques du développement économique accéléré, désire se détacher.

Enfin, selon certains experts, des obstacles sociologiques empêcheraient le développement d'une sphère indépendante de la société civile via le développement d'ONG autonomes. Les obstacles sociologiques mentionnés par Yiyi Lu conduiraient notamment à une mauvaise qualité de la direction des organisations. Selon cet auteur, les ONG sont souvent dirigées par d'anciens employés du gouvernement qui, installés dans le confort de leur situation, n'ont pas de réelle motivation à améliorer le destin de l'association. Les autres ONG seraient généralement pilotées par des individus à la recherche d'une renommée, d'opportunités professionnelles ou de gains matériels, plutôt que motivés par une passion liée à l'activité de l'association. Cette « carence de passion » serait à l'origine d'une diminution de l'efficacité, de l'activisme et de l'impact de certaines organisations. Ces constats ont amené Yiyi Lu à avancer qu'un tiers des ONG chinoises seraient effectivement utiles, un autre tiers seraient d'une « utilisation limitée », tandis que les autres seraient totalement inutiles ou « pire encore[7] ».

Des entretiens réalisés en 2010 en Chine ont néanmoins permis de tempérer certaines de ces affirmations. Tout d'abord, bien que le manque de fonds – marqué par la vétusté des installations – constitue une réalité flagrante pour les ONG, les lacunes en matière de motivation et de compétence du personnel sont sujettes à une remise en question, du moins partielle. Le personnel interrogé s'est en effet toujours montré d'une très grande compétence, et semblait réellement affecté par les problèmes environnementaux actuels. Par ailleurs, les ONG interrogées ont montré une grande capacité à se réinventer dans leurs formes institutionnelles, afin de contourner les réglementations (par exemple en prenant le statut d'entreprises privées ou encore en établissant leur siège à Hongkong) et à se détacher de leur dépendance financière envers les gouvernements locaux.

---

6. Les « liens humains » évoqués ici comprennent non seulement les liens relationnels entre gouvernement et organisations, mais aussi l'affectation de ressources humaines gouvernementales à la tête de certaines organisations.
7. Y. Lu, *op. cit.*

Une émergence des ONG non synonyme d'une prise de conscience de la société

L'émergence d'ONG reste souvent conditionnée à une volonté forte de mettre à l'ordre du jour des problématiques ancrées dans la conscience de l'opinion publique. En résumé, sans conscientisation des populations, les groupes d'acteurs organisés de la société civile éprouvent généralement des difficultés à se constituer et à trouver des relais d'action au sein de l'opinion. Malgré les efforts des ONG pour mener leurs activités en dépit des réglementations contraignantes, l'obstacle principal à l'émergence d'une société civile comme véritable contre-pouvoir reste encore l'absence de conscience environnementale de la population chinoise.

Une étude conduite en 2010 sur les résultats du World Value Survey montre en effet un manque de conscience relativement prononcé quant au problème environnemental en Chine, sur des sujets tels que la qualité de l'eau, la qualité de l'air ou encore le traitement des déchets[8]. Les résultats de l'étude statistique indiquent que ce manque de prise de conscience ne s'étend pas aux problèmes environnementaux mondiaux, considérés comme sérieux par les populations interrogées. En 1998, une enquête conduite par le Centre de recherche de la Chine contemporaine de l'université de Pékin avait déjà souligné que les populations interrogées avaient tendance à sous-estimer de manière systématique le sérieux des problèmes environnementaux, relégués loin derrière d'autres sujets de préoccupation[9]. Le sondage avait montré par ailleurs l'existence d'un véritable manque de connaissances en matière environnementale, et plus particulièrement en matière de science de l'environnement[10]. Si des progrès notables ont été réalisés depuis, notamment grâce au travail de conscientisation des populations par les ONG, d'importantes marges de manœuvre restent encore à explorer.

Parmi les raisons généralement avancées pour expliquer l'absence de prise de conscience environnementale au sein de la société chinoise, on retrouve aussi souvent, aux côtés des lacunes de l'éducation, la priorité donnée systématiquement aux critères de développement économique. Les théories soutenues par Inglehart dans les années 1990 tendent en effet à montrer une corrélation

8. Étude réalisée par l'auteure en 2010 : « Structure et dynamique des relations entre les acteurs de l'environnement » (test du Khi deux, test de Pearson et V de Cramer sur les données du World Value Survey 2008).

9. K.-K. Wong, « Greening of the Chinese Mind. Environmentalism with Chinese Characteristics », *Asia-Pacific Review*, vol. 12, n° 2, 2005, p. 39-57. Ce sondage a été conduit auprès de 10 495 foyers dans 139 comtés, à travers 31 provinces, municipalités et régions autonomes. Les questions portaient, d'une part, sur la perception des problèmes environnementaux locaux, les connaissances en sciences environnementales et en juridiction environnementale, l'éthique et le comportement vis-à-vis de l'environnement ; d'autre part, sur les performances du gouvernement en matière environnementale et les relations entre développement économique et protection environnementale.

10. Le score moyen de connaissance environnementale de la population interrogée était de 2,8 sur 13, ce qui signifie que la plupart des sondés ne possédaient alors pas les connaissances de base en matière de problématiques environnementales.

entre l'« environnementalisme » et la richesse d'une population donnée[11]. Selon l'auteur, les préoccupations de protection de l'environnement seraient apparues après un basculement de l'opinion publique des valeurs matérialistes vers des valeurs postmatérialistes qui résulterait de l'augmentation de la richesse et du niveau de vie. L'environnementalisme serait ainsi caractéristique des pays les plus développés. L'étude statistique s'est donc également attachée à évaluer cette hypothèse, en comparant les résultats du sondage obtenus pour la Chine à ceux obtenus pour des économies développées et en voie de développement. Les résultats montrent que malgré le manque de conscience de la situation environnementale locale, les populations interrogées semblent privilégier la protection environnementale plutôt que l'économie, ce qui est moins le cas pour d'autres économies en voie de développement. Les populations chinoises ayant répondu à l'enquête se disaient alors même prêtes à faire des concessions économiques afin de participer à la protection de l'environnement.

L'explication de cet apparent écart entre le manque de perception des problématiques environnementales et les concessions économiques que la population est pourtant prête à faire réside dans le fait qu'elle dépend du gouvernement pour la protection de l'environnement. La population ne veut pas endosser une responsabilité directe vis-à-vis de ces problématiques, et attend du gouvernement qu'il prenne en charge la protection de l'environnement par ses propres moyens politiques et financiers. Cette attente de solutions politiques s'observe également au niveau des acteurs du secteur économique[12].

Ainsi, le manque de conscience environnementale au sein de la société civile, loin de se justifier par l'explication « classique » de préoccupations économiques, semblait lié il y a encore quelques années à un manque de connaissances en matière d'éducation environnementale et à une volonté de la population de s'en remettre aux solutions proposées par le gouvernement.

Le bouillonnement naissant de la société civile…

Mais l'actualité médiatique de ces dernières années semble remettre en question cette absence de préoccupation de la société civile et cette satisfaction apparente quant au cantonnement de son activisme environnemental au sein d'associations contrôlées par le gouvernement. Entre les événements de Haimen, Dalian, Wukan et plus récemment Shifang, les manifestations

11. R. Inglehart, « Globalization and Postmodern Values », *Washington Quarterly*, vol. 23, n° 1, 2000, p. 215-228.

12. À l'image de cette caractéristique, ce témoignage d'une responsable d'ONG environnementale fut recueilli au cours du terrain réalisé en 2010 : « Trois secteurs principaux, en Chine, sont responsables de la pollution : le secteur industriel, le secteur de la construction et celui des transports. Dans chacun de ces secteurs, les acteurs sont encouragés par le gouvernement à engager des actions dans le but de réduire la pollution. Ces acteurs savent que leurs activités contribuent à aggraver les niveaux de pollution, mais malgré cela, ils restent dans l'attente de solutions d'incitation du gouvernement. Ils ont besoin de politiques d'incitation, car le fait d'investir dans des processus innovants peut avoir un prix élevé. Pour eux, la responsabilité de trouver un équilibre entre la protection de l'environnement et le coût porté par les entreprises échoit au gouvernement. »

violentes de la société civile en faveur de la protection de l'environnement se multiplient hors d'un cadre légal dont elles ne se contentent plus.

Les mois d'été 2011 ont été marqués par le soulèvement des populations locales contre des projets polluants : à Dalian (Liaoning), les habitants ont manifesté et obtenu le déménagement d'une usine de produits chimiques ; à Haining (Zhejiang), la population est parvenue à obtenir la fermeture temporaire d'un site de production de panneaux solaires ; à Haimen (Jiangsu), un projet de construction d'une centrale thermique a dû être arrêté à la suite des protestations des habitants.

Si elles n'avaient pas pour objet les questions de protection de l'environnement, les manifestations qui ont suivi dans le village de Wukan (Guangdong) méritent néanmoins que l'on s'y attarde. Les événements de Wukan s'inscrivent dans le problème récurrent de la réquisition des terres. Si la loi régissant les contrats de terres en milieu rural[13] garantit depuis 2006 aux familles les mêmes droits que si elles en étaient propriétaires (elles peuvent vendre, échanger ou hériter des baux), en réalité, celles-ci louent les terrains aux collectivités locales. Les cas de réquisition des terres agricoles par ces dernières, dans le but de les revendre à des promoteurs immobiliers ou à des entrepreneurs, sont courants en Chine. Les autorités centrales, alertées par la diminution constante des terres arables et les problèmes d'instabilité sociale qui lui sont liés, ont prononcé l'instauration d'une « ligne rouge » de 1,8 milliard de mus (120 millions d'hectares), en deçà de laquelle la surface totale de terres arables ne doit pas tomber. Mais l'avantage pécuniaire de la vente des terres, dont le prix ne cesse d'augmenter, est incomparablement supérieur aux revenus de la location de ces terrains aux agriculteurs locaux, ce qui encourage la corruption et les conversions illégales de terres arables. Par ailleurs, la vente des terres aux acteurs porteurs de projets industriels ou immobiliers permet également d'attirer les investissements et de répondre ainsi aux objectifs fixés en matière de croissance économique. Enfin, la vitesse à laquelle progresse l'urbanisation crée une demande qui place les gouvernements locaux face à l'urgence de répondre rapidement aux besoins des nouveaux habitants urbains en matière de logements et d'infrastructures. Les réquisitions de terres font l'objet de manifestations particulièrement violentes de la part de paysans qui perdent non seulement la base de leur revenu quotidien, mais également ce qui leur faisait office de système de protection sociale et de retraite, encore bien souvent inexistants dans les campagnes.

À Wukan, au cours des années précédant l'éclatement des manifestations, le gouvernement local et les cadres du village s'étaient entendus pour la vente de terres à des promoteurs, au détriment des habitants ruraux qui recevaient des compensations bien inférieures au prix de revente. Les résidents avaient déjà émis des pétitions en 2009 et en 2010, à la suite de disputes avec les

13. Les contrats concernés par la loi de 2006 concernent les baux de location accordés par les collectivités locales aux familles détentrices d'un passeport rural, généralement pour la culture des terres (système hérité de la décollectivisation)

autorités. Après plusieurs années marquées par l'échec des requêtes présentées aux autorités locales, des protestations ont éclaté à Wukan en septembre 2011, amenant plusieurs centaines de villageois à protester devant des bâtiments officiels et industriels. Ce qui constitue l'originalité de cet événement, c'est qu'à la suite de plusieurs rebondissements dans les processus de négociation, les autorités et les manifestants sont arrivés à un accord pacifique. Le gouvernement local a autorisé les villageois à choisir des représentants pour engager des négociations, qui ont abouti à la libération des manifestants arrêtés lors des protestations, puis à l'organisation d'élections, dont est sorti vainqueur l'un des leaders du soulèvement.

L'expérience de Wukan a fait couler beaucoup d'encre dans les cercles académiques chinois. Sociologues et politologues ont salué cet « apprentissage du compromis », qui se démarquait des deux procédés « extrêmes » habituellement utilisés par les gouvernements locaux pour la résolution des conflits de terres : ne pas répondre à des demandes légitimes de la population et utiliser la force jusqu'à faire disparaître ces dernières ; ou, au contraire, s'en accommoder en silence et faire taire les protestataires au moyen de compensations financières[14]. Wukan semblait ainsi poser les bases d'un troisième modèle de gestion des problèmes de stabilité sociale : celui de la négociation transparente. Les manifestations de Wukan ont prouvé qu'un compromis pacifique pouvait être trouvé entre les autorités locales et la population, mais aussi que la population pouvait s'imposer comme acteur politique porteur de décisions, faisant ainsi exploser le mécanisme de contrôle par le haut des gouvernements locaux. Les cercles académiques, s'ils défendent le modèle de Wukan, s'inquiètent néanmoins des dangers cachés du piège de la transition[15] et craignent l'insatiabilité des demandes de la société civile et le recours systématique aux protestations sociales.

Malgré les débats que les événements de Wukan ont suscités au sein des cercles académiques, le retour de manifestations violentes en juillet 2012 a prouvé la faiblesse des avancées politiques depuis janvier. À Shifang, dans la province du Sichuan, des milliers de personnes ont défilé dans les rues contre un projet d'usine de traitement de métaux lourds. L'arrestation de manifestants avait fait monter la pression d'un cran et provoqué un sit-in devant des bâtiments de l'administration. Si la plupart des manifestants semblent avoir été libérés depuis, l'événement de Shifang prouve que les gouvernements locaux ont encore beaucoup à apprendre au niveau de la communication auprès de la population. Des progrès ont été réalisés en matière de communication et même de participation de la société civile au processus de décision politique,

---

14. L. Sun, « Wukan montre le chemin de la paix et de l'ordre durables », *Zhongguo Gaige – China Reform*, n° 2, 1er février 2012.

15. Le « piège de la transition » (*zhuanxing xianjing*), ainsi qu'il a été explicité par des chercheurs de l'université Tsinghua (et en particulier Liping Sun) dans une étude publiée en 2011 intitulée « Rapport sur les progrès sociaux », appelle notamment à la prudence dans le processus de réforme et de transition, qui peut, selon les auteurs, donner naissance à des groupes d'intérêts pouvant à leur tour bloquer la réforme.

central (notamment lors de la réforme de la procédure pénale) ou local. Mais aujourd'hui, la plupart des gouvernements locaux ne bénéficient d'aucune formation en matière de communication publique et se tournent en conséquence vers des politiques répressives plutôt que vers la recherche de dialogue avec les médias et la société civile, dont les manifestations sont encore considérées comme hostiles. Soulignons par ailleurs que la stabilité sociale constitue un critère décisif dans le système d'évaluation des cadres qui amène ces derniers à rechercher avant tout à étouffer les protestations sociales et à faire taire les citoyens qui choisissent de se tourner vers le système de pétitions mis en place par l'État central. L'établissement d'alliances avec les autorités situées en amont dans la hiérarchie centre-localités est également souvent recherché par les gouvernements locaux[16]. À l'heure actuelle, les voies de communication appropriées entre le gouvernement local et la société, et les mécanismes institutionnalisés efficaces de protestation sociale et de résolution des conflits font encore cruellement défaut au système relationnel État-société civile.

Face à cette situation, peut-on encore parler d'ouverture des espaces de société civile ?

D'un côté, l'État ne peut lutter complètement contre l'essor massif des nouveaux réseaux de communication sociale. Si les autorités possèdent les moyens d'imposer le dernier mot, les réseaux sociaux font néanmoins éclater une multitude de débats, ferments d'une protestation sociale latente qui se trouve amplifiée par le manque de communication entre gouvernement et société. Des formes innovantes de gestion de la société civile commencent à être expérimentées par les institutions locales : mise en place de nouveaux espaces de discussion afin d'échanger avec la société, conduite de réformes institutionnelles (notamment dans le Guangdong) permettant à la population de participer au processus de décision politique, amélioration de la transparence du processus de décision, utilisation d'Internet pour recenser les critiques des populations, nouveaux mécanismes d'enregistrement des organisations sociales, etc.

D'un autre côté, ces dernières années ont aussi connu l'explosion du budget annuel alloué aux politiques de « maintien de la stabilité ». Entre 2010 et 2011, les autorités craignant une « révolution de jasmin », ce budget a connu une augmentation de 13,8 %, pour atteindre 624 milliards de yuans et ainsi dépasser le budget de la défense nationale. C'est au niveau local que la hausse a été la plus significative (de 68 % entre 2009 et 2011)[17], encouragée par l'amplification de certaines tensions et par le manque de formation des dirigeants locaux en

16. Voir en particulier les mécanismes de collusion décrits par Xueguang Zhou dans « The Institutional Logic of Collusion among Local Governments in China », *Modern China*, vol. 36, n° 1, 2010, p. 47-78.

17. D. Péneau, « De la gestion de la société au maintien de la stabilité », *China Analysis*, n° 38, juin 2012, p. 4-7.

matière de mécanismes innovants de communication et de gestion des problématiques sociales.

Si le dénouement de la polémique Bo Xilai semblait avoir « fait gagner » le modèle libéral de Guangdong, deux conclusions sont à retenir. D'abord, le fait d'abattre Bo Xilai a fait apparaître des dissensions, des tensions et des batailles internes, et a fait voler en éclats l'idée d'unité de la « boîte noire » du contrôle politique central et, du même coup, les théories de la gestion collective harmonieuse et d'un parti qui s'auto-épure. Par ailleurs, l'affaire Bo Xilai a été marquée par les débats qui ont eu lieu, pour la première fois, sur la place publique : ce qui se passe au sommet compte désormais pour la société chinoise.

L'affaire Bo Xilai, combinée à la peur d'une révolution de jasmin et aux menaces qui pèsent aujourd'hui sur la croissance, loin de « faire gagner » le modèle libéral de Wang Yang, est plutôt à l'origine d'une nouvelle vague de conservatisme dans les relations entre le pouvoir et la population. Les progrès réalisés dans le Guangdong, loin de constituer les symboles d'une floraison de la société civile chinoise, risquent au contraire d'être masqués par les manifestations qui ont eu lieu dans la province et qui, aux yeux des conservateurs, pourraient être des arguments en faveur d'un durcissement des politiques de contrôle.

En conclusion, les manifestations grandissantes de la société civile et les espaces laissés à sa libre expression n'ont pas mis fin aux relents de conservatisme ni aux débats entre développement traditionaliste et modèle de développement réformateur. Si le nouveau gouvernement a fait du combat contre la corruption son cheval de bataille, et si les projets de réformes pourraient en effet mener, à terme, à une diminution du rôle de l'État dans les sphères économiques et sociales, la lutte engagée contre les intérêts en place s'annonce ardue, et les contours de la réforme politique ne semblent pas prêts, à l'heure actuelle, d'engager la Chine dans le chemin tracé par le Guangdong.

Marie-Hélène Schwoob est chercheuse au Centre d'études et de recherches internationales (CERI).